

<http://ujfp.org/spip.php?article5461>



Colonisation : repentance, reconnaissance et réparations

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Date de mise en ligne : mercredi 8 mars 2017

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

par O. Le Cour Grandmaison. Publié sur son blog, le 8 mars 2017.

Les pourfendeurs de la repentance rongeaient leur frein. Les déclarations d'Emmanuel Macron sur la colonisation leur ont permis de sortir de leur torpeur hivernale. Quelle aubaine ! De Riposte Laïque à Alain Finkielkraut en passant par l'inévitable Yvan Rioufol du Figaro, les voilà qui chevauchent de nouveau leur fier destrier pour défendre la République honteusement attaquée.

Qui sont ses ennemis ? Celles et ceux qui, par inconscience, "islamo-gauchisme" ou "angélisme victimaire", la menacent en exigeant que les crimes coloniaux soient enfin reconnus par les plus hautes autorités de l'État et par les candidat-e-s à l'élection présidentielle. Un plumitif du site d'extrême-droite dénonce les menées de « l'anti-France », alors que le pays « a permis aux Algériens de devenir des femmes et des hommes libres », cependant que le chroniqueur précité stigmatise une « contre-société » qui, « depuis 30 ans », se construit « dans la détestation de la France et de tout ce qu'elle représente. » (13 février 2017).

Quant au Charles Martel du quai de Conti, il n'a pas attendu de siéger à l'Académie française pour dénoncer de façon obsessionnelle cette repentance qu'il qualifie de « pratique effrontément narcissique et anachronique de la mémoire. » (12 novembre 2007). Comme souvent chez les pourfendeurs de la repentance, A. Finkielkraut, l'auteur de cette diatribe, transforme un enjeu politique en un problème psychologique pour disqualifier ceux qu'il combat, lesquels seraient animés par la haine d'une République pourtant admirable, et par un égotisme aveugle aux beautés immarcescibles de l'histoire de France. Le remède à ces pseudo-pathologies contemporaines que beaucoup d'autres avec lui prétendent avoir découvertes [1] ? Malet et Isaac, sans doute, dont les manuels constituent l'horizon indépassable des amoureux de Clio et de l'Hexagone éternel. Dans tous les cas, ils sont nombreux à plaider pour la restauration d'un roman national soutenu par l'histoire-bataille, et celle des hommes et des femmes héroïques réputés avoir fait cette France qu'il nous faudrait aimer passionnément [2]. Stupéfiante régression que légitime la lutte contre la « bien-pensance » ; cette chimère forgée par ceux-là mêmes qui la combattent pour faire fructifier leur capital intellectuel, symbolique et médiatique en adoptant la posture avantageuse de l'audace et de la clairvoyance critiques.

A cela s'ajoute une réhabilitation assumée du passé impérialiste de ce pays puisque l'entreprise coloniale « avait aussi pour but d'éduquer » et « d'apporter la civilisation aux sauvages », selon A. Finkielkraut (*Haaretz*, 18 novembre 2005). Extraordinaire avancée qui bouleverse l'historiographie des études consacrées à cette période ! Philosophe, l'auteur de *La défaite de la pensée* ? Sur ces sujets, il n'est que le piteux ventriloque d'un discours élaboré sous la Troisième République pour légitimer « la course à l'Afrique » et les guerres de conquête conduites en Cochinchine et à Madagascar. Lui qui aime à citer l'oeuvre de H. Arendt, qu'il prétend connaître alors qu'il en a une interprétation partielle et partielle, serait bien inspiré de lire *L'Impérialisme* que l'auteure juge essentiel pour comprendre l'avènement du totalitarisme. Il y découvrirait ce qu'il critique avec véhémence puisque la philosophe allemande, après avoir cité une phrase célèbre de J. Conrad dans *Coeur des ténèbres* - « Exterminez toutes ces brutes », c'est-à-dire les Noirs - ajoute : « Cette époque conduisit aux massacres les plus terribles de l'histoire récente, à l'extermination des tribus hottentotes » et « à la décimation de la paisible population du Congo. [3] » La France n'est pas oubliée, elle qui, dans les premières années du XXème siècle, est devenue la deuxième puissance impériale du monde et a vu prospérer plusieurs théoriciens du racisme comme Gobineau, par exemple, auquel H. Arendt consacre des pages importantes en montrant combien son influence européenne fut significative, durable et catastrophique.

Singulière est cette coalition hétéroclite des contempteurs de la repentance qui ont réhabilité un terme d'origine

religieuse, jugé « vieilli » par le dictionnaire Le Robert, pour mieux stigmatiser celles et ceux qui estiment que le passé colonial et criminel de la France doit être reconnu. Sous couvert de qualification, il s'agit de disqualifier ces derniers en faisant croire qu'ils sont animés par un ressentiment aveugle et dangereux. De là, aussi, cette accusation inepte : les mêmes favoriseraient la "guerre des mémoires" en alimentant un "communautarisme mortifère" et « le narcissisme de certaines minorités », soutient P. Bruckner (*Marianne*, 30 septembre 2006) visiblement converti à une improbable psychologie collective devenue le prêt-à-penser de ceux qui combattent les « repentants ». De là enfin, le recours classique à la thèse de la mise en péril, cette figure majeure de la rhétorique réactionnaire [4], destinée à ruiner la légitimité de revendications jugées inacceptables en faisant croire que leur satisfaction ferait peser sur la République une menace existentielle. Formules toutes faites, procès d'intention sans fondement, langage hyperbolique, prédictions catastrophiques ; tels sont les ressorts principaux de cette rhétorique anti-repentance.

Quant à celles et ceux qui estiment, à juste titre, faire l'objet de discriminations mémorielles et commémorielles inacceptables, ils deviennent au mieux de dangereux adversaires politiques, au pire des ennemis de l'intérieur qu'il faut combattre au plus vite. Et miracle de cette inversion, les hommes et les femmes qui s'opposent à la reconnaissance se muent en sauveurs de la nation et en preux chevaliers engagés dans une bataille majeure dont ils sont les héros courageux et clairvoyants. Aussi n'est-il pas étonnant de trouver à leur tête « l'Immortel » Finkelkraut. Désormais revêtu de son habit vert, coiffé d'un « bicorne à plumes d'autruches noires frisées à la main » et armé d'une épée sur laquelle il a fait graver cette citation de Ch. Péguy : « La République une et indivisible, est notre royaume de France », le voilà qui ferraille aux avant-postes de cette lutte titanesque pour défendre la patrie en danger ! Admirable, forcément admirable.

Pitoyable en fait dès lors qu'on s'affranchit des oeillères nationales pour s'intéresser à la politique mise en oeuvre par d'anciennes puissances coloniales et par des États qui se sont construits sur la spoliation, les déplacements forcés et les massacres des populations autochtones. Quelques exemples. 30 août 2008. Le président du Conseil, Silvio Berlusconi, reconnaît les dommages infligés à la Libye lors de la colonisation, accorde 5 millions de dollars au titre des réparations et restitue la Vénus de Cyrène, volée à cette époque et conservée depuis dans un musée italien. 10 juillet 2015, le gouvernement d'Angela Merkel admet qu'un génocide a bien été perpétré contre les Hereros et les Namas par les forces du général Lothar von Lothar, entre 1904 et 1905, dans la colonie allemande du Sud-Ouest africain (actuelle Namibie). 12 Septembre 2015, « le gouvernement britannique reconnaît que les Kényans ont été soumis à des actes de torture et à d'autres formes de maltraitance de la part de l'administration coloniale. » (Libération, 14 septembre 2015). Ces mots sont gravés sur le mémorial, financé par la Grande-Bretagne et érigé à Nairobi, pour rendre hommage aux milliers « d'indigènes » massacrées par les troupes de sa Gracieuse majesté lors du soulèvement des Mau-Mau dans les années 1950. Rappelons enfin que la Nouvelle-Zélande, le Canada, l'Australie et les États-Unis ont tous, d'une façon ou d'une autre, admis que des traitements indignes avaient été infligés aux populations autochtones de leur territoire respectif. Dans plusieurs cas, cette reconnaissance officielle s'est accompagnée de réparations financières.

Et la très glorieuse France républicaine qui est supposée montrer la voie à l'humanité admirative de son passé et de ses traditions ? Une guide fidèle ? Sur ces sujets, une pauvre arrière-garde percluse de conservatismes, de préjugés et de mépris pour celles et ceux qu'elle a exploités, opprimés et massacrés sans vergogne au cours de son histoire coloniale, et pour leurs héritiers français ou étrangers.

O. Le Cour Grandmaison, universitaire. Dernier ouvrage paru : L'Empire des hygiénistes. Vivre aux colonies, Fayard, 2014.

[1] Cf. également M. Gallo, l'écrivain-historien des Relais H, qui se fait visionnaire en affirmant : « Honteux de notre passé, nous sommes condamnés non seulement à la repentance, mais aussi à nous désagrèger, à nous diviser, à capituler, à mourir dans l'aigreur, l'amertume » et « la

haine » en ayant livré la nation « aux bandes communautaires. » Fier d'être français, Fayard, 2006, p. 132.

[2] Avec la finesse qui le caractérise, L. Wauquiez livre aux Français ébahis cette analyse dont la profondeur et la rigueur laissent pantois : « Ajoutez (...) une repentance systématique et vous comprendrez pourquoi des jeunes issus de cette école en viennent à prendre les armes contre leur propre pays. » Le Figaro, 14 février 2016.

[3] H. Arendt, Les Origines du totalitarisme, Paris, Quarto Gallimard, 2002, p. 451.

[4] A. O. Hirschman, Deux siècles de rhétorique réactionnaire, Paris, Fayard, 1991